

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

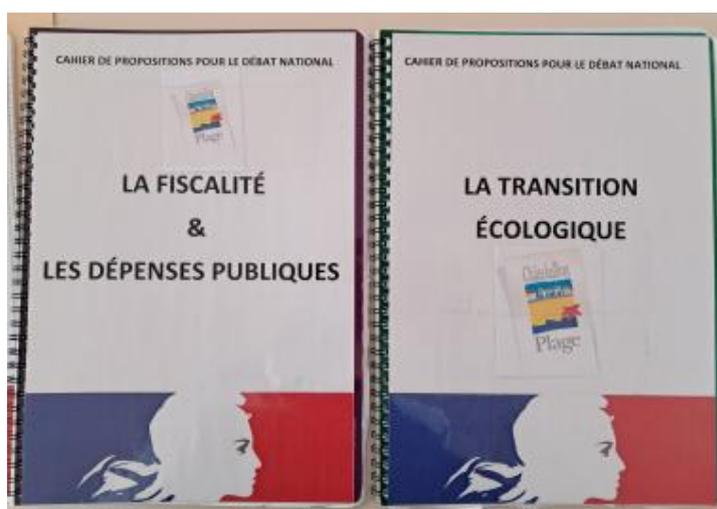
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

Châtelailon-Plage

code INSEE : 17094

5 871 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W79) ;
copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 4 cahiers d'écolier grand format à spirale, petits carreaux, 100 pages,
90 grammes (1 par thème du Grand débat national). Couverture plastifiée
collée titrée « Cahier de propositions pour le Grand débat national », portant
le nom du thème sur base bleu-blanc-rouge, avec logo de la commune. À
l'intérieur, liste des questions du Grand débat sur le thème.

77 contributions (numérotées de A01 à D14, selon les 4 cahiers).

Particularité : bon nombre de contributeurs ont écrit dans plusieurs cahiers :
sur 77 contributions nominatives, on dénombre 29 personnes distinctes + 7
contributions anonymes, soit un maximum de 36 personnes.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

- Transports en commun
 - ① Faire connaître l'offre existante
 - par des mesures type ticket TER/bus de la CDA - sensibiliser
 - par des articles informatifs media locaux
- Développer les pistes cyclables
- Inciter le développement des énergies solaires et éoliennes.

- 3 - Dose de proportionnelle :
10 70 - Pas plus -
- 11 - Objectifs annuels / immigration fixés par le parlement
Oui -
- 12 - Propositions / défi immigration :
D'abord donner aux citoyens une information et des chiffres vérifiés par le Com des Comptes pour mesurer clairement ce défi

Monsieur le Président de la République,

J'aimerais vous faire part de quelques doléances et qui, je l'espère, seront prises en considération.

- Il faudrait rehausser les salaires ainsi que les retraites sur le pouvoir d'achat. Les retraités mangent et aident les enfants et petits-enfants.
- Toutes les augmentations annuelles (E.D.F., Gaz, transports et autres) une seule fois dans l'année et à des taux raisonnables.
- Que les soins dentaires, optiques ou appareillages pour les oreilles soient gratuits ou presque pour ceux qui en ont besoin et qui n'ont pas les moyens de s'en procurer. Tous ces soins ne sont pas un luxe ; en effet, le fait de ne pas se faire soigner les dents peut provoquer du diabète ou des problèmes cardiaques. Le fait de porter des lunettes non plus et quelquefois les professionnels trouvent de graves maladies comme la DMLA, le glaucome entraînant de graves dégâts. En ce qui concerne les oreilles, les personnes n'entendent de moins en moins et s'isolent de plus en plus. Entre nous, qu'est ce qui est plus cher pour la sécurité sociale ? Le fait de soigner des patients qui en auraient vraiment besoin ou ne rien faire et toujours payer pour être en définitif jamais guéri et qui va s'accroître d'années en années. Quelle belle vie pour tous ces gens. Par contre, d'autres peuvent se soigner et payer leurs soins.

1. Retour aux services publics de proximité.
2. Des moyens supplémentaires alloués à l'hôpital public
3. Augmentation du SMIC
4. Retour à l'indexation des retraites sur les prix
5. Abrogation de la hausse de la CSG pour les retraités.

INSTALLATION d'un QORUM à l'Assemblée Nationale
: modification de l'article 61 du règlement de l'Assemblée
Comme pour les assemblées générales de copropriété
où 50% des voix sont nécessaires pour reprendre
le local à poubelles, alors qu'à l'Assemblée
56 députés sur 577 (<10%) peuvent
décider d'une augmentation de 25% de
la CSG (= +1,7 point), qui concerne des
millions de français !...
(un Qorum effectif et un théorique comme actuellement)

3

THEME : FISCALITE / DEPENSES

Dans le cadre d'un impôt plus juste :

Rétablir l'ISF avec un barème taxant les plus grosses entreprises et décroissant pour les plus petites. Les artisans et TPE devraient voir une imposition encore plus allégée.

Il faut imposer davantage les GAFA (Google, Amazon ...) Entreprises étrangères exportant des produits manufacturés en France, ce qui est une concurrence déloyale pour les entreprises nationales.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

CAHIER « ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS »

LES QUESTIONS POSÉES

- ✓ Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?
- ✓ Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? À quels niveaux et pour quels services ?
- ✓ Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ?
- ✓ Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?
- ✓ Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

A01. Manuscrit, 25 lignes, 179 mots (homme)

[Prénom NOM]

1. Obligation de présenter un budget à l'équilibre.
 2. Suppression des 443 comités Théodule qui ne servent [à] rien, l'un ne s'est même pas réuni depuis 2 ans !
 3. Réduction de 30 % de toutes les subventions jusqu'au retour à l'équilibre.
 4. Limitation des salaires des hauts fonctionnaires à celui du président de la République.
 5. Réduction de la moitié des députés et paiement des indemnités en fonction de la présence aux assemblées et comités.
 6. Réduction du nombre de sénateurs à 100.
 7. Suppression de la niche fiscale des journalistes et des subventions à la presse.
 8. Suppression des retraites à ceux qui n'ont jamais travaillé en France.
 9. Pouvoir donné à la Cour des comptes de sanctionner les mauvais gestionnaires des fonds publics.
 10. Réduction du nombre d'ambassades et consulats de 340 à 160, en commençant par ceux qui ne facilitent pas la signature de contrats avec des industriels français.
 11. Réduction de la flotte avions et voitures de la République française.
 12. Suppression des 35 heures, retour aux 39h, pour tous.
 13. Lutte contre la fraude aux aides sociales et au chômage.
 14. Limitation des aides sociales additionnées au SMIC.
-

A02. Manuscrit, 5 lignes, 37 mots (même personne que B01, C01 et D01)

1. Retour aux services publics de proximité !
2. Des moyens supplémentaires alloués à l'hôpital public.

[P. NOM]

3. Augmentation du SMIC.
4. Retour à l'indexation des retraites sur les prix.
5. Abrogation de la hausse de la CSG pour les retraités.

A03. Manuscrit, 25 lignes, 110 mots (même personne que B02 et C02)

- 1) Simplification de l'organisation territoriale. Trop d'échelons, trop de représentants, que ce soit au niveau intercommunal, interrégional. Suppression de plusieurs couches administratives qui nuisent à [leur] bon fonctionnement, qui ralentissent la réactivité et coûtent financièrement. La création des grandes régions devait contribuer à la simplification, ce n'est pas le cas.
- 2) Réduction du nombre d'élus dans le fonctionnement administratif de la République. Trop de présidents. Trop de vice-présidents, de secrétaires pour les grandes régions. L'économie ne se fait pas. Nous constatons une augmentation de l'empilement des fonctions.

Conclusions. Abordez la simplification, pas la disparition des régions qui sont regroupées en grandes régions. Donner un rôle prépondérant aux communautés de communes.

[P. Nom]

A04. Manuscrit, 2 lignes, 7 mots

- Réduire le nombre de sénateurs et députés.

A05. Manuscrit, 12 lignes, 83 mots (homme, même que B03, C03 et D02))

- Faire en sorte que chacun soit en mesure d'accéder aux services publics, plus particulièrement en province pour les hôpitaux, maternité, etc.
- Réduire le millefeuille, notamment les départements.
- Réduire ou revoir les besoins en comités "Théodule" et supprimer ceux qui n'ont plus objet.
- Revoir le train de vie de l'État à l'exemple des pays scandinaves.
- Aller vers les 32 h/semaine en 4 jours. C'est le sens de l'histoire sociale pour résoudre le chômage (attention à l'arrivée de la robotisation).

[Prénom NOM]

A06. Dactylographié collé, 10 lignes, 142 mots (homme, même que B04, C04 et D03))

4/ Organisation de l'État et des services publics

Les services publics doivent assurer une présence dans les zones rurales afin d'éviter le dépeuplement ; les assemblées territoriales doivent dégraisser des effectifs pléthoriques et inutiles, embauchés en périodes préélectorales sans nécessité. Il faut éliminer 80 % des commissions et

autres hauts commissariats inutiles ; le nombre des ministres et des secrétaires d'État doit être revu à la baisse et leurs privilèges et dépenses inutiles contrôlés plus efficacement.

Priorité doit être donnée à la recherche, la santé et l'économie avec une aide importante aux PME qui assurent la permanence de l'emploi sur l'ensemble du territoire.

Il faut revenir à 90 km/h sur la route dans les zones non accidentogènes.

Il faut intervenir auprès des propriétaires pour louer les appartements vides et encadrer des loyers dissuasifs.

Il faut poursuivre et condamner les marchands de sommeil.

[manuscrit] [Prénom NOM]

[Signature]

A07. Manuscrit, 33 lignes, 216 mots (homme)

Changements souhaités, sous forme de vœux qui ne seraient pas "pieux".

Économies

- Diminution du nombre de députés.
- " " de sénateurs.
- Moins de fonctionnaires (sauf police, hôpitaux, profs).

La violence au cours de manifestations

- Retirer les flashballs.
- Intensifier les canons à eau.
- Filtrer mieux lors des manifestations autorisées.
- Refouler tous les détenteurs de :
 - o cagoules (idem femmes voilées !),
 - o masques à gaz,
 - o ustensiles pouvant servir d'armes ; éventuellement les mettre en garde à vue si difficultés.
- Amendes plus conséquentes pour les casseurs filmés.

Aménagement du territoire

- Conserver les petites écoles dans les villages.
- Conserver et organiser les pôles médicaux dans les campagnes.
- Donner plus de pouvoirs et des rémunérations + fortes aux maires et responsables des services techniques.
- Affecter des postes de médecins en médecine générale en fonction des notes de capacité :
 - o les plus qualifiés dans les campagnes avec avantages financiers et installation (logement, moyen de transport, etc.).

Fiscalité

- Contrôler avec rigueur l'utilisation des bonus accordés aux plus riches en [n']appliquant pas l'ISF (je pense aux entreprises ultra-bénéficiaires).
- Imposer dès le 1^{er} centime de revenu, même symboliquement.
- Traquer mieux l'évasion fiscale.
- Mieux suivre l'optimisation fiscale, au besoin retirer certaines niches officiellement admises.

Etc. Etc. Etc.

[Signature]

[Prénom Nom, Adresse]

A08. Manuscrit, 4 lignes, 26 mots (même personne que B08, C09, D07)

Entrer dans une 6^e République beaucoup plus sobre. Réguler et plafonner les salaires des hauts fonctionnaires. Supprimer les avantages accordés aux présidents de la République retraités.

[P. Nom]

A09. Manuscrit, 3 lignes, 21 mots (femme)

Santé : ne pas dérembourser l'homéopathie (médecins et médicaments) ; coûte peu à la Sécurité sociale : 2,28 euros le tube.

[Signature]

[Prénom, Nom, Adresse]

A10. Manuscrit, 1 ligne, 4 mots (homme)

26.01.2019. Contribution [Prénom Nom] : voir cahier Transition écologique.

A11. Manuscrit, 10 lignes, 105 mots (même personne que B10 et D09)

Moins de députés et rémunérés selon leur rendement. Pas d'enveloppe mais remboursé sur justificatifs comme dans les pays nordiques. Ils seront plus et mieux productifs. Et ce à tous les niveaux de l'État : retraite payée en fonction du mandat, à partir de l'âge de la retraite et en fonction des rentrées financières. Plus de privilèges pour le chef de l'État après la fin du mandat. Plus de garde de faction, ni de logement offert, voitures, voyages, etc.

Vous dites que l'école et la santé sont gratuites, c'est faux. Même sur les boîtes de médicaments, on est redevable d'1 € et ce n'est qu'un début.

[Prénom, Nom] Châtelailon

A12. Dactylographié (2 pages collées), 60 lignes, 770 mots (homme, même que C13 et D10)

THÈME : SERVICES PUBLICS

29/01/2019

Enseignement scolaire / universitaire :

Replacer l'école primaire dans les communes.

Les RPI qui ont vu le jour en supprimant 2, 3 voire plus de petites écoles dans les campagnes mais aussi dans certains quartiers de ville sont situés de fait souvent loin du domicile des élèves habitant la commune dans laquelle l'école a été supprimée.

L'éloignement pénalise et les parents et les élèves, astreints à un transport scolaire pas toujours adapté avec des horaires très lourds pour de jeunes enfants tenus de rester en garderie pour beaucoup d'entre eux. Les professeurs d'école sont confrontés à des effectifs surchargés, au détriment d'une bonne qualité d'enseignement. La suppression des TAP (Temps d'Activités Périscolaire) est un non-sens. Après avoir débloqué des moyens financiers et formé des personnels d'animation pour encadrer les élèves dans l'éveil des arts créatifs, activités de groupes, et une régression dans l'épanouissement éducatif de l'enfant.

Pourquoi détricoter systématiquement tout changement sans aller suffisamment loin pour acter les avantages ou les inconvénients.

Les élèves du premier cycle en grande difficulté scolaire, « non-permanence des acquis », QI en deçà du seuil imposé par le rapport PISA européen, élèves en « décrochage scolaire », présentant des troubles cognitifs ou TCC (troubles du comportement et du caractère), bénéficiaient de structures adaptées (SEGPA, EREA...) qui ont été ou sont en voie de suppression. Pourtant, les Sections d'enseignement général et préprofessionnel adapté, ainsi que les Établissements Régionaux Lycée Pro Adapté, ont fait la preuve de leur nécessité : de moins de 10 % de taux de réussite au CAP dans les années 1970, quand ces établissements ont vu le jour, le taux est passé à 30 % fin 1990/2000, période où les établissements ont été progressivement fermés par les gouvernements successifs. C'est une catastrophe pour des jeunes dont l'insertion dans le monde du travail était un moyen d'accès qu'ils auront du mal à avoir même par le biais de l'apprentissage, n'ayant pas toute l'autonomie du travail individuel.

Des moyens financiers et humains supplémentaires (profs, personnels de service, administratifs...) doivent être débloqués pour tous les élèves et étudiants, de façon à ce qu'ils puissent bénéficier de structures, et d'enseignement dignes de ce nom.

Ce sont nos jeunes qui « feront » la France de demain...

Beaucoup de postes étant supprimés au fil des rentrées scolaires, les professeurs en emploi temps plein se voient surchargés d'HSA (heures supplémentaires). Il faut créer des postes en nombre significatif.

[Prénom Nom] [Signature]

Santé protection sociale :

Ambroise Croizat avait dit en 1945 lorsque le CNR (Conseil national de la Résistance) a jeté les bases de notre protection sociale avec la mise en place de la Sécurité sociale : « Toute démocratie de progrès se doit d'assurer la santé, le droit aux soins, même aux plus démunis ».

Le reste à charge devient de plus en plus lourd pour les personnes avec de petits revenus, les retraités. La Sécurité sociale doit rembourser de façon significative ce qui ne l'est pas par les mutuelles. Une loi devrait dans ce sens imposer aux dites mutuelles de garantir un taux de remboursement plus élevé qu'il ne l'est.

Beaucoup trop de médicaments sont déremboursés, alors que beaucoup ne sont pas des médicaments de « confort ».

L'ARS, en suivant la loi NOTRe, refait un découpage géographique des centres hospitaliers par le biais de GHT (groupements hospitaliers régionaux). Ce qui a eu pour effet de supprimer des petites unités hospitalières, dans les zones rurales notamment. Les patients doivent se rendre dans les localités pourvues d'un établissement hospitalier, ce qui les pénalise et amène un surcoût pour la collectivité (transport ambulance, taxi...). Il faut revoir cette carte de GHT et rouvrir les petits hôpitaux dans les zones où il y a une désertification d'accès aux soins.

Les maternités : beaucoup ont dû fermer car le seuil de naissances n'atteignait pas les 300 / an. Ce qui pose de gros problèmes, toujours dans les campagnes avec l'éloignement géographique. Ce seuil devrait être abaissé à 200.

Les centres de santé devraient être plus nombreux : cela permettrait à une population précaire de bénéficier de soins.

Les moyens d'aide à domicile devraient être accrus pour permettre un maintien à domicile au maximum : personnes âgées vivant seules, familles monoparentales, handicapés...

Le déficit de la Sécurité sociale est en grande partie résorbé au prix d'un transfert des remboursements vers la complémentaire santé avec augmentation des prélèvements ?

Le prix de journée en maison de retraite reste trop élevé pour nombre de nos concitoyens. L'espérance de vie augmentant, cette « évolution » exponentielle vers le grand âge fait qu'un nombre croissant de séniors vont se retrouver dans une grande précarité.

[Prénom Nom]

[Signature]

A13. Manuscrit, 2 lignes, 14 mots (homme, même que B11 et C14)

[NOM Prénom]

Renationalisation des autoroutes bradées à des sociétés dites européennes par M. de Villepin !

A14. Manuscrit, 4 lignes, 23 mots

M. [NOM] Gilet jaune

Augmenter les agents de MAIRIE catégorie C/B 1190 euros.

C'est une honte, M. le MAIRE. Faites quelque chose pour vos secrétaires.

[Signature]

A15. Manuscrit, 10 lignes, 74 mots (même personne que C15)

INSTAURATION d'un QUORUM à l'Assemblée nationale : modification de l'article 61 du règlement de l'Assemblée.

Comme pour les assemblées générales de copropriété où 50 % des voix sont nécessaires pour repeindre le local à poubelles, alors qu'à l'Assemblée, 56 députés sur 577 (< 10 %) peuvent décider d'une augmentation de 25 % de la CSG (= +1,7 point), qui concerne des millions de Français !...

(un quorum effectif et non théorique comme actuellement).

[P. NOM] [Signature]

Châtelaiillon-Pl.

A16. Manuscrit, 9 lignes, 68 mots (femme, même que C19)

Madame [Nom Prénom]

L'on ferme des petites écoles et l'on transporte en car des enfants, un car ne coûte-t-il pas plus cher qu'un instituteur ?

- salaire du chauffeur - amortissement du car
- assurance du car - entretien et essence
- risques supplémentaires fait courir aux enfants.

Mais évidemment ce n'est pas l'Éducation nationale qui paye cela - frais de cantine pour les parents.

L'on marche sur la tête !

A17. Manuscrit, 2 lignes, 9 mots (même personne que B15, C17 et C20)

- Supprimer les cantons au profit des communautés de communes.

[P. NOM, Signature]

A18. Manuscrit, 12 lignes, 72 mots (homme, même que B18, C22 et D13)

[Prénom Nom]

1. Il y a trop d'échelons administratifs (Conseil général souvent en concurrence avec les services de l'État).
2. Au niveau de la commune : trop de dépenses sont faites sans contrôle des citoyens, trop d'aides accordées pour raisons électorales et de clans.
3. Les communautés de communes coûtent trop cher pour les services rendus ; elles devraient plus faire appel à des entreprises plutôt que d'investir dans du matériel et du personnel.

[Signature]

A19. Manuscrit, 4 lignes, 18 mots (homme, même que B20, C24 et D14)

1 - Échelons administratifs ?

Réduire le millefeuille administratif en simplifiant les procédures. Réduire ainsi le nombre de fonctionnaires territoriaux.

[Prénom Nom] Châtelaiillon)

[FIN]

CAHIER « LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ »

LES QUESTIONS POSÉES

- ✓ Faut-il reconnaître le vote blanc ?
- ✓ Faut-il rendre le vote obligatoire ?
- ✓ Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?
- ✓ Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?
- ✓ Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental (CESE), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?
- ✓ Faut-il les transformer et comment ?
- ✓ Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?
- ✓ Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?
- ✓ Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?
- ✓ Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?
- ✓ En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?
- ✓ Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?
- ✓ Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?
- ✓ Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

B01. Manuscrit, 3 lignes, 18 mots (même personne que A02, C01 et D01)

1. Prendre en compte le vote blanc.
2. Développer la démocratie participative localement sur des sujets d'intérêt général.

[P. Nom]

B02. Manuscrit, 1 ligne, 6 mots (même personne que A03 et C02)

1. Prendre en compte le vote blanc.

[P. Nom]

B03. Manuscrit, 7 lignes, 52 mots (homme, même que A05, C03 et D02)

1. Rétablir un vote plus à la proportionnelle.
2. Consulter les citoyens pour les principales lois d'intérêt général, ex : l'utilisation de la force armée, sur le travail, sur la justice.
3. Revoir la Constitution sur le partage du pouvoir.
4. Prendre en compte le vote blanc.
5. Aller vers une 6^e République.

[Prénom NOM]

B04. Dactylographié, 5 lignes, 69 mots (homme, même que A06, C04 et D03)

1/ Démocratie et citoyenneté

Il faut supprimer le Sénat et diminuer de 30 % le nombre de députés ; les citoyens doivent être consultés plus souvent sur les problèmes aigus ; les élus doivent être irréprochables sous peine de révocation immédiate. L'Éducation nationale doit assurer obligatoirement des cours d'éducation civique. Le travail ou la formation professionnelle doivent être rendus obligatoires. Les adolescents doivent obligatoirement participer à un service civique.

[Prénom NOM]

[Signature]

B05. Manuscrit, 1 ligne, 6 mots

Prendre en compte les votes blancs.

[P. Nom]

B06. Manuscrit, 2 lignes, 21 mots (même personne que C06 et D05)

D'accord !! [P. NOM]

- et rendre le vote obligatoire (sauf pour les handicapés).
- Ouvrir le Parlement aux gens de la société civile.

[P. NOM] [Signature]

B07. Manuscrit, 2 lignes, 13 mots

MACRON, [insultes], le peuple aura ta peau.

Gilet jaune

B08. Manuscrit, 2 lignes, 15 mots (même personne que A08, C09 et D07)

Diminuer le nombre des députés et des sénateurs.
Consulter les citoyens pour les décisions importantes.

[P. Nom]

B09. Manuscrit, 1 ligne, 4 mots (homme, même que A10)

26.01.2019. Contribution [Prénom Nom] : voir cahier Transition écologique.

B10. Manuscrit, 11 lignes, 93 mots (même personne que A11 et D09)

Reconnaitre le vote blanc.

Revenir peut-être à la proportionnelle.

Macron a été élu aux 18% de votants !!!

Il n'est pas le président des Français !

Pour l'immigration, accueillir uniquement ceux qui parlent notre langue. Donnons les moyens avant tout au Français natif du sol, un logement et un repas pour tous. Ras-le-bol de l'assistance tous azimuts et non justifiée.

Ne pas accueillir ceux qui ont un casier judiciaire ou ceux qui viennent uniquement dans le but de se faire soigner gratuitement. Si nous voulons, nous, nous faire soigner, il faut souvent payer.

[Prénom NOM] Châtelailon

B11. Manuscrit, 4 lignes, 21 mots (homme, même que A13 et C14)

[NOM Prénom]

- Vote obligatoire, prise en compte vote blanc et peut-être instituer une vraie proportionnelle représentative au plus près du vote réel.

B12. Manuscrit, 5 lignes, 30 mots

Le 6/02/2019

— Obligation du vote.

— Reconnaissance des votes blancs.

— Proportionnalité à l'Assemblée nationale, SÉNAT.

— Présences contrôlées dans ces Assemblées nationales et réduction des salaires en proportion des absences.

[Signature]

B13. Manuscrit, 1 ligne, 7 mots

COMPTABILISATION des VOTES BLANCS lors des élections.

[Paraphe]

B14. Manuscrit, 1 ligne, 4 mots (même personne que C18)

D'accord pour ci-dessus.

[NOM P.]

B15. Manuscrit, 10 lignes, 84 mots (même personne que A17, C17 et C20)

- Reconnaître le vote blanc

pour que les élus soient obligés de tenir compte du score réel de leur élection lorsqu'ils doivent prendre des décisions.

- DÉPUTÉS : Restaurer la proximité entre députés et citoyens par des débats thématiques organisés localement.

- RÉFÉRENDUM : Pas de référendum au niveau national. Si les députés organisent des débats comme proposé ci-dessus, ils doivent pouvoir faire remonter les attentes des citoyens.

En revanche, le référendum serait intéressant au niveau local sur les questions précises (commune, communauté de communes).

[P. NOM, paraphe]

B16. Manuscrit, 20 lignes, 133 mots (homme, même que D12)

Je propose, que les élèves des écoles primaires, CM1 et CM2, soient initiés à l'économie. Pour un grand nombre d'entre eux, cela éviterait, lorsqu'ils sont adultes, de demander une chose et son contraire. Du genre, plus d'État et moins d'impôts.

Je propose que le vote devienne obligatoire. Quand on ne vote pas, on n'a que le droit de se taire.

Instaurer l'éducation civique à l'école primaire. Pour connaître ses droits mais aussi ses devoirs.

Mettre une dose de proportionnelle dans les scrutins nationaux. Mais pas trop, pour ne pas revenir au fonctionnement de la IV^e République, où les gouvernements sautaient tous les 10 mois.

Réduire le millefeuille du fonctionnement de la France. Les communes, les agglos, le département, la région, l'Assemblée nationale, le Sénat, c'est trop. Il faut en supprimer au moins un.

[Prénom Nom] [Signature]

B17. Manuscrit, 12 lignes, 84 mots (même personne que C21)

Il faut comptabiliser le vote blanc et rendre le vote obligatoire.

En ce qui concerne le référendum, il faut le rendre possible au niveau local mais pas au niveau national.

De graves inégalités reposent essentiellement sur de très nombreux privilèges, des passe-droits, du favoritisme, des avantages particuliers, des primes infondées ou imméritées, des régimes spéciaux. Trop de hauts fonctionnaires inutiles, encore rémunérés même dans un "placard", trop de députés et de sénateurs. Tout cela n'est que gaspillage effrayant de l'argent public et gabegie insolente.

[P. NOM] [Signature]

B18. Manuscrit, 23 lignes, 143 mots (homme, même que A18, C22 et D13)

[Prénom Nom]

1. Prendre en compte le vote blanc.

2. Rendre obligatoire le droit de vote.

3. Diminuer le nombre des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat (20 % en moins dans les 2 chambres).

4. Instaurer un minimum de proportionnelle (15 à 20 %).
5. Ne pas changer le mode de consultation par référendum.
6. Pour ce qui est de l'intégration des étrangers : qu'ils soient anglais, du Maghreb, d'Afrique ou d'ailleurs, qu'ils respectent nos lois et devoirs, qu'ils ne vivent pas aux dépens de la société. Trop souvent je vois dans mon entourage des personnes qui vivent des minima sociaux sans chercher le moindre travail depuis des dizaines d'années (notamment les Anglais que je connais comme exemple).
7. Pour ce qui est de l'immigration dans l'avenir, il faudra instaurer des quotas définis annuellement par le Parlement.
8. Respect intégral de la laïcité.

[Signature]

B19. Manuscrit, 42 lignes, 367 mots

- 1/ Oui et révocatoire, avec feuillets à disposition.
 - 2/ Non (liberté). Il y aura plus de votants quand ce ne seront plus les financiers privés qui tireront les ficelles des "pantins" politiques arrogants et méprisants.
 - 3/ Depuis 40 ans les élections se font par "défaut" et abstentions. Pourquoi ?? Pas de personne, du terrain, digne, représentative et non corrompue.
 - 4/ Rendre le casier judiciaire vierge et nationalité française uniquement pour tous les élus qui s'appliqueront à ne pas tricher, mentir et qui se serreront la ceinture eux-mêmes sans indemnités et privilèges de toutes sortes.
 - 5/ Qu'ils n'oublient pas qu'ils ont l'aval du peuple pour le servir avec humilité et non pas le mutiler avec armes le guerre (LBD40) fabriquées en Suisse (?) pays neutre !!
 - 6/ Supprimer Sénat à la botte du parti en place ;
" moitié députés France et Europe.
 - 7/ ---
 - 8/ Un président exemplaire aura des citoyens exemplaires, comme un bon professeur "fabrique" de bons élèves.
 - 9/ Oui si besoin, en le respectant !
 - 10/ Nous ne pourrons plus continuer à secourir des gens déracinés, mal de vivre, qui auront donc du mal à se fondre. Dirigeants de pays à mettre face à leur devoir et aider son peuple sur place.
 - 11/ Arrêtons. Immigration : zéro. L'islam politique transnational s'affirme...
 - 12/ Quel [est] ce "Dieu" qui prophétise en disant "ce défi va durer" ? Traquer passeurs et États complices.
 - 13/ Laïcité ? Pourquoi payons-nous des mosquées et terrains pour écoles coraniques quand nos églises, chapelles, sont vendues ?
 - 14/ Quand les élites montreront l'exemple en aimant leur pays et son peuple, qu'elles ne feront pas défaut à leurs fonctions.
- Stop aux lobbies des grands groupes de l'énergie, des banques et assurances, des secteurs de la fiscalité, de la santé, de l'environnement. Élités ne doivent pas museler les médias.

Ne pas utiliser la novlangue qui détruit les concepts : chômeur = sans emploi – allocation chômage = alloc d'aide au retour à l'emploi et, incroyable : un plan de licenciement = plan de sauvegarde de l'emploi, d'où une non-compréhension des êtres humains, aux cerveaux manipulés qui s'asservissent, acceptent l'ordre, assurant les privilèges des initiés. Nous sommes en oligarchie. Les mots démocratie et république ???

B20. Manuscrit, 7 lignes, 47 mots (homme, (même que A19, C24 et D14)

[Prénom Nom] Châtelaiillon

3 – Dose de proportionnelle : 10 % pas plus.

11- Objectifs annuels / immigration fixés par le parlement : Oui.

12- Propositions / défi immigration : D'abord donner aux citoyens une information et des chiffres vérifiés par la Cour des comptes pour mesurer clairement ce défi.

[FIN]

CAHIER « FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES »

LES QUESTIONS POSÉES

- ✓ Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?
- ✓ Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?
- ✓ Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?
- ✓ Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?
- ✓ À l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?
- ✓ Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

C01. Manuscrit, 7 lignes, 44 mots (même personne que A02, B01 et D01)

1. Retour à l'ISF.
2. Retour aux 12 ou 13 tranches d'imposition (tout le monde participe à l'effort) au prorata des ressources.
3. Même taux d'imposition que les autres pour les entreprises du CAC 40.
4. S'attaquer et empêcher l'évasion et les niches fiscales.

[P. NOM]

C02. Manuscrit, 18 lignes, 98 mots (même personne que A03 et B02)

- 1 – Maîtriser les dépenses publiques.
 - > Plafond pour salaire haute fonction publique.
 - > Supprimer toutes indemnités et autres avantages aux anciens présidents de la République.
 - > Supprimer avantages en nature aux fonctions (ministres, conseillers, préfets, etc.).
 - 2 – Fiscalité.
 - Prélever 1 impôt si minime soit-il à tous au prorata des ressources (salaire, indemnités, retraite, etc.).
 - Relever le taux du livret A.
- Services publics.
- Supprimer des services publics redondant une collectivité territoriale : mairie, conseil général, conseil régional, CDA, etc. Seules les 2 premières ont légitimité.
- Tous ces établissements représentent un taux d'emploi qui pèse sur les finances.

[P. Nom]

C03. Manuscrit, 13 lignes, 80 mots (homme, même que A05, B03 et D02)

Rétablir la revalorisation de retraites.

Rétablir l'ISF et mettre en place une tranche supérieure à 65 %.

Supprimer les niches fiscales et notamment celles concernant les investissements dans les DOM-TOM ainsi que pour l'achat de navires de plaisance.

Mettre un terme à la fraude fiscale, à l'évasion et à l'optimisation fiscales.

Revoir l'IS à la hausse. Ce n'est pas au citoyen de prendre la relève de ces avantages fiscaux.

Arrêter de promouvoir cette théorie du ruissellement absurde et jamais démontrée.

[Prénom NOM]

C04. Dactylographié, 8 lignes, 97 mots (homme, même que A06, B04 et D03)

3/ Fiscalité et dépenses publiques

Chaque citoyen doit payer l'impôt en fonction de ses revenus et possibilités ; les patrons d'entreprises françaises doivent obligatoirement acquitter l'impôt en France, de même que les sportifs internationaux français portant le maillot tricolore et les hauts fonctionnaires dont les salaires doivent être décents. L'impôt foncier doit être revu à la baisse pour faciliter l'acquisition d'habitat collectif ou individuel ; le nombre de fonctionnaires doit être revu à la baisse et rééquilibré dans les secteurs les plus demandeurs. Les retraites "spéciales" doivent disparaître au profit d'un régime commun et de l'épargne volontaire.

[Prénom NOM]

[Signature]

C05. Manuscrit, 3 lignes, 14 mots (même personne que D04)

Supprimer les avantages des anciens présidents de la République.

Augmentation des retraites.

Supprimer l'ISF.

[Nom]

C06. Manuscrit, 10 lignes, 60 mots (même personne que B06 et D05)

- Fixer un niveau plafond de revenus en France incluant les "retraites chapeaux".
- Rétablir la revalorisation des retraites (même avec un taux décroissant !).
- Fiscaliser les "expatriés" et tous les sportifs, chanteurs de haut niveau qui se produisent en France.
- Ne pas considérer comme "riches" les couples qui gagnent plus de 40 000 € par an !

[Signature]

C07. Manuscrit, 1 ligne, 4 mots (homme)

26.01.2019. Contribution [Prénom Nom], voir cahier Transition écologique.

C08. Manuscrit, 13 lignes, 72 mots (même personne que D06)

Économies

Réduire le train de l'État : baisser les dépenses de l'Élysée, des ministères.

En part. baisser ou limiter les rémunérations des parlementaires, les remboursements multiples des frais de fonction.

Arrêter les "privilèges des ex-présidents de la République, Premier ministre, etc. Ce sont des avantages d'un autre siècle.

21.01.19 [P. NOM]

RECETTES

Taxer GAFA, sans attendre un accord européen.

"Taxer" les entreprises du CAC 40 en utilisant cet impôt à un objectif transition écologique.

[P. NOM]

C09. Manuscrit, 4 lignes, 29 mots (même personne que A08, B08 et D07)

- Diminuer la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité, augmenter celle des produits de luxe. Diminuer la CSG sur les retraites.

- Faire la chasse aux "paradis fiscaux".

[P. Nom]

C10. Dactylographié, agrafé, 43 lignes, 655 mots (femme)

Monsieur le Président de la République,

J'aimerais vous faire part de quelques doléances et qui, je l'espère, seront prises en considération.

- Il faudrait rehausser les salaires ainsi que les retraites sur le pouvoir d'achat. Les retraités mangent et aident les enfants et petits-enfants.
- Toutes les augmentations annuelles (EDF, gaz, transports et autres) une seule fois dans l'année et à des taux raisonnables.
- Que les soins dentaires, optiques ou appareillages pour les oreilles soient gratuits ou presque pour ceux qui en ont besoin et qui n'ont pas les moyens de s'en procurer. Tous ces soins ne sont pas un luxe ; en effet, le fait de ne pas se faire soigner les dents peut provoquer du diabète ou des problèmes cardiaques. Le fait de porter des lunettes non plus et quelquefois les professionnels trouvent de graves maladies comme la DMLA, le glaucome entraînant de graves dégâts. En ce que concerne les oreilles, les personnes entendent de moins en moins et s'isolent de plus en plus. Entre nous, qu'est-ce qui est plus cher pour la sécurité sociale ? Le fait de soigner des patients qui en auraient vraiment besoin ou ne rien faire et toujours payer pour être en définitif jamais guéri et qui va s'accroître d'années en années ? Quelle belle vie pour tous ces gens. Par contre, d'autres peuvent se soigner et payer leurs soins.
- Pas de différence entre les salariés, les retraités ainsi que les personnes en difficulté comme les SDF. La révolte vient souvent du mal vivre des jeunes qui voient leurs parents se démener pour donner à manger à leurs enfants en travaillant dans la journée et faire des ménages la nuit pour s'en sortir mais qui n'y arrivent pas car les salaires sont trop bas. Ces personnes-là

sont souvent menacées d'expulsion car ils n'arrivent pas à payer leur loyer et les autres frais. Ces enfants qui voient leurs parents pleurer se disent pourquoi travailler honnêtement pour ne rien gagner et être à découvert tous les mois. Ces jeunes sont dégoûtés de la société et souvent tombent dans la drogue, ça rapporte plus et ils aiment jouer avec le "feu" et défier les forces de l'ordre.

- Il est facile pour quelqu'un qui a un travail bien rémunéré de dire pour tous ceux qui en recherchent : "Traversez la rue et vous en trouverez un". Ce n'est pas si simple que cela mais il ne faut pas jouer avec les gens qui essaient de trouver un travail.
- Il faudrait que les patrons restent en France plutôt que de licencier leur personnel "qui les a fait vivre" que de s'expatrier à l'étranger pour gagner plus sur le dos des étrangers. De plus, il y a moins de charges pour eux alors pourquoi partir ? Et pourquoi les ouvriers qui savent travailler et qui sont dans cette entreprise depuis plusieurs années, ne seraient-ils pas prioritaires pour la garder plutôt que de la vendre à des étrangers ?
- Pour tous ceux qui ont fait une formation les intéressant, ils ont des contrats renouvelables et ne savent pas s'ils vont pouvoir être reconduits dans leur poste. Mais si c'est ça le travail, c'est plutôt un travail "incertain" et que peuvent faire ces gens-là ? Faut-il les mettre "au rebut" ? Sont-ils des charges pour la société, celle de la "haute" ?
- Et si tout le monde pouvait être égal vis-à-vis des salaires, des retraites ou pour faire ses courses. Mais comment faire ? Il y a une solution, celle de distribuer des cartes individuelles comme les cartes bleues mais à la différence de présenter les justificatifs de ressources mais aussi des charges, prêts que les gens ont effectués. Cela implique le net qui reste pour le mois et ce serait plus judicieux. Qu'en pensez-vous ?

Sur ces bonnes paroles, je vous souhaite de réfléchir et de vous mettre à la place des personnes qui souffrent.

Bonne journée à vous.

Mme [Nom Prénom]
[Signature]

C11. Manuscrit, 2 lignes, 10 mots

Retraite :

Indexer les retraites sur le coût de la vie.

[Signature] [P. NOM]

C12. Manuscrit (copie d'une lettre agrafée et original du mot d'accompagnement), 47 lignes, 417 mots (couple)

Madame [Prénom Nom]
Monsieur [Prénom Nom]
Adresse

Châtelailon, le 24.01.2019
Mairie de Châtelailon-Plage

Madame, Monsieur,

A/ Informations

Mon épouse et moi-même, retraités, nous posons des questions :

1/ Est-il normal que nos pensions au 01.01.2019 soient inférieures à celles du 01.01.2014 ?

2/ Nous avons reçu un remboursement de 249 € de la taxe d'habitation, dans la même période la hausse de la CSG fut de 723 €.

Comment le gouvernement ainsi que certains médias peuvent affirmer qu'il y a eu hausse du pouvoir d'achat ? Nous prouvons le contraire, pour nous ce fut une baisse.

B/ Réflexions

Pourquoi ne pas envisager :

- 1/ Suppression pour tous les retraités des 1,7 % de la CSG.
- 2/ Revalorisation des retraites afin de combler l'inflation des cinq dernières années.
- 3/ Augmentation du SMIC -> 1500,00 € nets mensuels (1968 + 35 %).
- 4/ Augmentation généralisée des salaires avec un plus pour les bas salaires.
- 5/ Rétablissement de l'ISF.
- 6/ Création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu pour les très hauts revenus (comprenant les placements financiers pour tous ceux qui gagnent de l'argent en dormant).
- 7/ Taxation de toutes les grandes entreprises comme celles des GAFAs qui font de gros profits pour des activités en France même si leur siège social se situe dans des paradis fiscaux.
- 8/ Taxation du kérosène au même titre et même taux que les autres carburants pour tous les avions qui font le plein en France.
- 9/ Donner ainsi plus de moyens financiers afin d'améliorer tous nos services publics, notamment :
 - la santé,
 - les transports publics,
 - l'éducation nationale,
 - la sécurité, la police, la gendarmerie, les pompiers.
- 10/ Plus de moyens également pour la défense de l'emploi et un véritable point fort contre le chômage.
- 11/ Si cela existe pour les anciens présidents de la République, suppression de leurs émoluments.
- 12/ Diminution du nombre de députés et sénateurs, d'un tiers minimum.
- 13/ Diminution de leurs émoluments et dotations, environ 20 %.
- 14/ Revoir les salaires des hauts fonctionnaires, fixer leurs salaires à autant de fois le SMIC (exemple 5 ou 6 fois).
- 15/ Prise en compte du vote blanc pour chaque élection.
- 16/ Prendre toutes les mesures afin :
 - de remédier à la fraude fiscale,
 - d'éviter l'évasion de capitaux.

[Mot d'accompagnement]

Mairie de Châtelailon-Plage

Si des rencontres-débats sont organisées par la mairie, nous ne pourrons pas y assister. C'est pourquoi, afin de participer au débat voulu par le président de la République, nous vous faisons parvenir ce courrier.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous présentons nos sincères salutations.

[Prénom Nom]

[Prénom Nom]

C13. Manuscrit, 12 lignes, 123 mots (homme, même que A12 et D10)

THÈME : FISCALITÉ / DÉPENSES

Dans le cadre d'un impôt plus juste :

Rétablir l'ISF avec un barème taxant les plus grosses entreprises et décroissant pour les plus petites. Les artisans et TPE devraient voir une imposition encore plus allégée.

Il faut imposer davantage les GAFA (Google, Amazon...), entreprises étrangères exportant des produits manufacturés en France, ce qui est une concurrence déloyale pour les entreprises nationales.

Les dépenses publiques doivent être reconsidérées dans leur répartition par poste budgétaire.

La culture, l'éducation, sports et jeunesse, la santé doivent voir leur dotation à la hausse sachant qu'un peuple sans culture est un peuple à la merci d'idéologies extrêmes.

Les frais de fonctionnement des ministères et émoluments reversés aux ministres, députés attachés parlementaires pourraient être réduits.

[Prénom Nom]

[Signature]

C14. Manuscrit, 6 lignes, 49 mots (homme, même que A13 et B11)

[NOM Prénom]

- Imposition pour tout le monde et révision des tranches actuelles (1 et 2 tranches de plus).

- Indexation des retraites et des salaires sur le coût de la vie supprimé par un gouvernement de gauche en 1983 et non rétabli par la droite quand elle le pouvait !?

C15. Manuscrit, 10 lignes, 84 mots (même personne que A15)

INDEXATION des RETRAITES sur l'INFLATION

En 2018 la retraite moyenne est d'un montant de 1390 € (donnée officielle) ; en 2020 ce retraité "moyen" aura perdu 1517 € en 2 ans (0,3 % d'augmentation et 2,5 % d'inflation).

Si une telle mesure perdurait au-delà de 2020, un retraité qui aurait eu l'indécence de ne pas mourir avant ... aura vu sa pension, 20 ans plus tard, baisser de 64 % ! Un séjour en maison de retraite aura, lui, augmenté de 70 % !!

[P. NOM] [Signature]

C16. Manuscrit, 12 lignes, 98 mots

IMPÔT sur le REVENU

- Créer des tranches supérieures : 55 % voire plus.
- Créer aussi des tranches inférieures car l'impôt, qui doit être payé par tous au prorata des revenus, a une valeur pédagogique.
- Créer des tranches intermédiaires pour que l'impôt soit vraiment progressif. Il n'est pas normal que tranches fassent des bonds de 10 %.

TAXATION des LEGS, DONATIONS

- L'État a besoin d'argent pour le redistribuer. Ne pas laisser ce rôle aux seuls organismes d'utilité publique : associations culturelles, sportives, culturelles, etc. Ces organisations ne doivent pas être exonérées de droits de succession.

[P. NOM]

C17. Manuscrit, 6 lignes, 63 mots (même personne que A17, B15 et C20)

IMPÔT SUR LE REVENU : pour le rendre plus juste et plus progressif, rétablir des tranches supplémentaires et intermédiaires (10 à 12). Tout citoyen devrait s'acquitter de cet impôt.

TAXE D'HABITATION : la supprimer pour tout le monde et la remplacer par un impôt juste et équitable pour tout le monde, destiné au fonctionnement de la commune et de la communauté de communes.

[P. NOM] [Paraphe]

C18. Manuscrit, 10 lignes, 72 mots (homme, même que B14)

Monsieur [NOM Prénom]

"Grâce" à l'augmentation de la CSG début 2018, mon épouse et moi-même avons perdu 956 € dans l'année et cela continue ! Début 2019 les retraites ont été "largement" augmentées de 0,3 %, à comparer à l'inflation +1,8 % (chiffres officiels) : cherchez l'erreur.

Le "grand" débat où l'on peut parler de tout sauf ce qui est interdit !!

M. le Président est expert en communication mais surtout pas en action.

C19. Manuscrit, 5 lignes, 46 mots (femme, même que A16)

Madame [Nom Prénom]

Travailler toute une vie pour laisser quelque chose à ses enfants, le taux de taxe sur les héritages est honteux et la 3^e tranche est vraiment trop importante !

Sur ma dernière facture d'EDF : 45,5 % de taxe, cela est vraiment de trop ! [Adresse]

[Signature]

C20. Manuscrit, 8 lignes, 73 mots (même personne que A17, B15 et C17)

DONS ET LEGS AUX ASSOCIATIONS ET COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES : il est tout à fait injuste que ces associations et communautés soient exonérées de droits de succession ou donation. Il faudrait les taxer comme tout citoyen.

[P. NOM] [Paraphe]

TVA : la supprimer sur les produits alimentaires et l'hygiène de première nécessité.

[P. NOM] [Paraphe]

- Réduire l'indemnité des présidents de commissions et de conseils.
- Arrêter de recruter des contractuels et consultants privés pour des missions de service public.

[P. NOM] [Paraphe]

C21. Manuscrit, 7 lignes, 50 mots (même personne que B17)

Il faut indexer les retraites sur les salaires et non sur l'inflation. On assiste en effet sur une paupérisation grandissante des retraités qui, par ailleurs, représentent en grande partie la force vive des associations.

Il serait normal que tous les Français payent un impôt sur le revenu. C'est symbolique !!

[P. NOM] [Signature]

C22. Manuscrit, 20 lignes, 132 mots (homme, même personne que A18, B18 et D13)

[Prénom Nom]

1. Ne pas changer le barème d'imposition.
2. Peut être transformer la CSG en impôt sur le revenu, sans que cela soit une charge nouvelle pour les bas salaires ou revenus.
3. Augmenter les petites retraites des commerçants, agriculteurs, artisans, indépendants, avec un minimum de 1000 € par personne.
4. La suppression de la taxe d'habitation est une très bonne chose, elle devra être étendue à l'ensemble des Français sans distinction de revenus.
5. Sujet économies à faire pour les collectivités : revoir le côté transport en ambulance et d'infirmiers à domicile (trop de citoyens en abusent).
6. Informer les citoyens du coût des dépenses de santé surtout en hospitalisation (ex : 30-35 séances de radiothérapie coûtent de 20 à 30 000 €. Il faut donc absolument conserver ces avantages de soins.

[Prénom Nom]

[Signature]

C23. Manuscrit, 63 lignes, 471 mots

1] Fiscalité - dépenses publiques (annuler paradis fiscaux, taxer GAFAM qui doivent payer leurs impôts)

1/ Stop aux nouvelles taxes, écotaxes, cotisations, prélèvements, droits d'enregistrement. Trop c'est trop (France = championne mondiale). Donner un bras armé à la Cour des comptes.

2/ Droits donation et succession et réintroduction ISF.

3/ Pas de dépenses publiques au-delà des recettes et superflues (piscine, vaisselle, moquette...). Pas de magouille à la Caisse des dépôts et consignations.

Retraite limitée en tenant compte du dernier échelon. Terminé comités et commissions, "comité Théodule", des AAI et les 1244 organismes publics non soumis aux règles de l'administration (déjà non exemplaire).

Terminé d'avoir à payer des conseillers à l'Élysée quand les phrases assassines pleuvent.

Terminé indemnités + privilèges anciens prés[iden]ts, ministres...

5/ Pourquoi existe-t-il les Restos du Cœur, Emmaüs +++ avec plus de besoins? Question posée.

6/ Pas de recours à la force (49.3 à tout va) et ne pas sortir encore des lois pour s'auto-protéger (immunité et prescription).

2] Organisation État-Scs publics

1/ Oui, trop proches des métropoles avec plus de dépenses. Trop de cumuls et, si non réélus, ne plus payer et arrêter privilèges.

2/ La porosité entre Conseil d'État et entreprises privées pose de sérieuses questions.

3/ Moins de ministres, secrétaires d'État et le personnel qui en dépend. La justice doit être indépendante. Sanctionner fonctionnaires défaillants et ne pas les replacer à des postes prestigieux.

4/ Redonner aux maires (dépossédés pour des barons), les + proches des citoyens, leurs domaines de compétences.

5/ Arrêter de privatiser et le vendre le patrimoine français. Protéger les emplois en ne vendant pas les sociétés qui en créent. Pourquoi les fleurons français (Péchiney, Technip, Arcelor, Alcatel ont-ils été lâchés ? À quand Areva, Total, PSA ?

3] Transition écologique, à mettre sur cahier correspondant (excuses)

1/ Avions, yachts, bateaux croisière. Les + pollueurs doivent participer au maximum. J'aimerais savoir si GE fait du chantage quand nous avons besoin de pièces de rechange pour nos turbines Arabelle (savoir-faire d'Alstom Énergie). Le FCPA ne concerne que l'Amérique...

2/ La voiture nucléaire n'est pas la solution : batteries non françaises, non recyclables et il n'y aura pas la suffisance en électricité avec nos centrales vieillissantes.

3/ Ne pas prendre la planète en otage pour faire passer des taxes alors qu'un faible pourcentage lui revient.

4/ Nos agriculteurs doivent avoir un revenu décent et pouvoir en vivre (ex : grands groupes laitiers se "rincant" sur leur dos sans présenter leurs comptes).

5/ Ne pas autoriser pesticides dans l'eau du robinet (possible X 5 en 2011) et ne plus autoriser produits Bayer-Monsanto, etc. destructeurs de la terre et êtres humains.

6/ Entretien nos forêts. S'en remettre à une alimentation locale, une pêche durable. Semer, planter nous-mêmes. Améliorer logements, routes qui respectent les équilibres naturels et la protection des rives.

7/ Une réponse : taxer à l'import.

C24. Manuscrit, 9 lignes, 61 mots (homme, même que A19, B20 et D14)

[Prénom Nom] Châtelaiillon

-1- Taxer les GAFA.

-5- Besoins nouveaux services publics :

Santé : les soins de psychiatrie sont débordés. Pour améliorer la situation, faire appel à des psychologues diplômés qui sont compétents pour aider les services psychiatriques, comme cela se fait à titre expérimental dans trois régions en France. Les psychologues sont remboursés par la sécurité sociale dans ces 3 régions.

[FIN]

CAHIER « LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE »

LES QUESTIONS POSÉES

- ✓ Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?
- ✓ Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?
- ✓ Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?
- ✓ Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?
- ✓ Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?
- ✓ Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?
- ✓ Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et International pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

D01. Manuscrit, 2 lignes, 11 mots (même personne que A02, B01 et C01)

La taxe carbone doit uniquement être utilisée à la transition énergétique.

[P. Nom]

D02. Manuscrit, 3 lignes, 18 mots (homme, même que A05, B03 et C03)

- Aller vers la gratuité des transports en commun de proximité pour encourager à l'abandon de son véhicule auto.

[Prénom Nom]

D03. Dactylographié, 3 lignes, 41 mots (homme, même que A06, B04 et C04)

2/ Transition écologique

Les enfants doivent être éduqués au respect de l'environnement d'abord par les parents ensuite par l'éducation nationale. Les agglomérations de 100 000 habitants et plus doivent se doter de transports électriques de petites contenances, nombreux, fréquents et gratuits.

[Prénom NOM]

[Signature]

D04. Manuscrit, 2 lignes, 12 mots (même personne que C05)

- Gratuité des transports en commun pour une meilleure qualité de vie.

[Nom]

D05. Manuscrit, 12 lignes, 56 mots (même personne que B06 et C06)

- Éduquer les enfants.
- Aider les productions locales et/ou bio pour que les prix aux consommateurs soient moins élevés.
- Taxer le kérosène des avions !
- Faire connaître à la population la situation précise sur le niveau et les traitements des déchets nucléaires.
- Interdire les gros élevages genre 1000 vaches. [Prénom NOM] [Signature]
- Interdire la corrida.

D06. Manuscrit, 6 lignes, 41 mots (même personne que C08)

- Transports en commun
 - 1] Faire connaître l'offre existante
 - o par des mesures type ticket TER/bus de la CDA – sensibiliser,
 - o par des articles informatifs médias locaux.
- Développer les pistes cyclables.
- Inciter le développement des énergies solaires et éoliennes.

[P. NOM]

D07. Manuscrit, 5 lignes, 32 mots (même personne que A08, B08 et C09)

- Ne pas oublier les personnes âgées, isolées ou/et handicapées, en leur proposant plus de moyens de transport, à des prix corrects.
- Proposer des aides pour le développement des énergies durables.

[P. Nom]

D08. Dactylographié (petits caractères), 140 lignes, 2280 mots (homme)

Contribution partielle sur les quatre thèmes proposés, à l'appui de mon souhait de participer à des groupes de réflexion et de débats dans le cadre proposé du grand débat national.

13.01.2029 [sic]

[manuscrit] 26.01.2019 [P. Nom] sur les quatre thèmes

C'est une première contribution, en structurant après-coup les échanges oraux récents avec des amis. Tout ce qui suit est sur la table et je suis prêt à entendre et accepter d'autres points de vue y compris ceux qui invalident les miens, et surtout à coconstruire des propositions claires avec d'autres. Si je précise cela, c'est que parfois, y compris dans mes réseaux militants, sans doute par peur pour mes

partenaires d'entrer dans la complexité que je défends, les postures se binarisent en exclusion de l'autre position. Or, selon moi, **l'éthique de la discussion** nécessite d'accepter au départ que son point de vue, fût-il légitime, soit certes entendu et respecté (ce que je revendique) mais ne soit pas forcément ni majoritairement partagé ni retenu ¹. C'est **lutter contre les élitismes**, qu'ils soient aristocratiques, de formation ou populaires (l'élitisme populaire n'est pas moins ambivalent que l'élitisme aristocratique), c'est-à-dire de classes sociales et mobiliser **l'intelligence collective publique**.

Priorité logement, thème transversal à la transition écologique ², à l'organisation des territoires, à la dépense publique. « Action Logement » (ex. 1 % logement géré par les partenaires sociaux dont la CFDT) vient de présenter hier un plan d'investissement de 9 milliards sur 4 ans : aides à la rénovation et amélioration de la performance thermique ; rénovation des établissements pour personnes âgées ; lutte contre la dégradation des logements insalubres ; aides à la mobilité des salariés et de l'accès aux logements urbains ; accroissement de l'offre de logements sociaux... » (Le Monde, 12.01.2019). Il me semble qu'il faudrait largement démultiplier cet effort en faveur du logement en général et social en particulier, je ne sais pas de combien, et je ne sais pas dire, à ce stade, comment le financer.

Fiscalité globale. La part des impôts proportionnels, dont CSG, me semble croître par rapport à l'impôt progressif (taux en augmentation avec les revenus). Au-delà du débat, biaisé du point de vue quantitatif – mais pas symbolique – selon moi, sur l'ISF (le manque à gagner de la réduction de 2017 est de 3,5 milliards d'euros an en solde à comparer aux 75 milliards de l'impôt sur le revenu, et aux 1250 milliards (57 % PIB sauf erreur) de la dépense publique (dont État 500 milliards, collectivités territoriales 300 milliards) ; taxer davantage les successions (aujourd'hui 12 milliards au total) les plus élevées semblerait, à certains, plus « productif » ? comme supprimer les niches fiscales inefficaces avérées qui représentent 18 milliards à réallouer semble-t-il, avec par exemple les exonérations de charges salariales au-delà de 1,6 fois le SMIC (4 milliards) qui semblent ne pas avoir les impacts prévus ? Au passage, j'accepte aussi que l'on décide avec une marge d'incertitude sur les conséquences et donc que soit mise en place une durée d'évaluation à l'issue de laquelle la décision pourra être remise en case, mais cela suppose d'accepter le temps long et pas le « tout tout de suite ». Au risque de me tromper, je défends **une plus grande progressivité de l'ensemble des impôts y compris locaux (avec ou sans bouclier ?) en intégrant dans les calculs de référence la part des dépenses contraintes par rapport au total des revenus, transferts sociaux compris**, (et donc en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, mettre en perspective aussi les 57 % des foyers fiscaux qui ne le payent pas, et intégrer aussi qu'en terme de revenu disponible par unité de consommation, près de 40 % des retraités – 60 % propriétaires et 60 % au-delà de 70 ans – ont fini de payer leur logement), sans savoir ni valider ni chiffrer aujourd'hui ma proposition.

Thème organisation État et collectivités publiques. Le débat n'est pas uniquement entre l'État (et encore moins entre le président de la République seul) et les citoyens mais entre les citoyens et l'ensemble des élus et des structures d'administrations publiques. Depuis que je vote (presque 60 ans), j'ai participé à l'élection de milliers de femmes et d'hommes, dont moi pour un mandat de 6 ans de conseiller municipal dans une ville centre préfecture dans un autre département de 1971 à 1977. Aujourd'hui plus de **600 000 élus** (communes, regroupements, départements, régions, députés, sénateurs, européens et le président) irriguent notre pays, dont la très grosse majorité n'est pas rétribuée. Chaque élu-e ci-dessus **porte une fraction de légitimité populaire, personne ne doit l'oublier** ; de plus, **des millions de personnes réseautent bénévolement de la base au sommet** au travers des structures de la société civile, militante, syndicale, politique, culturelle...

Vouloir (à quelques-uns, je dirais 200 000 « proactifs » depuis le début du MGJ pour intégrer les réalités logistiques notamment au début du mouvement de maintenir une présence significative 24/24 et 7/7 sur certains ronds-points et ce n'est pas rien : si 10 sont là à un instant donné, il en faut 100 mobilisables) « dégager » tout cela en focalisant sur le président est d'essence factieuse, fausse – notre situation actuelle est largement le résultat des « trente dangereuses » que nous venons de vivre depuis 1989 ³ -, méprisante (en « violence mimétique » tribale contre le bouc émissaire ?) et irresponsable, quel que soit ce que ce président jeune, charismatique, séducteur, transgressif,

provocateur, induit de lui-même. Et quand j'entends des élus – pas tous ni toutes – et des structures d'élus – pas toutes – se cacher trop opportunément – quelles que soient les vraies problématiques financières qui s'imposent à tous les niveaux – derrière le drapeau jaune – « c'est pas moi, c'est lui là haut » -, je « vois rouge », d'autant plus que d'autres élus applaudissent largement le même président qui en invite 1000 à l'Élysée au lieu d'aller au congrès des maires, ou qui va débattre avec des milliers d'entre eux depuis hier dans les régions.

J'ai rappelé plus haut, sauf erreur, les ordres de grandeur de la dépense publique et les collectivités locales n'y sont pas pour rien. 54 % de la dépense publique des collectivités territoriales le sont des communes et pour celles-là 23 % de leurs recettes – seulement oserais-je écrire – viennent des transferts de l'État. De nombreux géographes et sociologues des territoires pointent plus la dispersion des fonds que les moyens dévolus comme causalité réelle, mais je ne suis pas toujours à jour. Je rajoute de plus que selon moi, à partir de ma petite expérience (mandat d'élu + administrateur plusieurs fois de structures publiques parfois conséquentes), **l'efficacité (efficacités à moindre coût) de l'action publique est largement améliorable** tout en respectant les services publics et en limitant leurs déficits par ailleurs naturellement structurels.

Thème démocratie et citoyenneté. Depuis que j'ai le droit de voter, je vais voter. Il m'est arrivé parfois de voter « protestataire » (Arlette LAGUILLER aux présidentielles pour ne pas la citer) et j'ai souvent « râlé » (y compris dans les votes dans les structures militantes et associatives de mes appartenances) de ne pas pouvoir accréditer ma position « bulletin blanc ou nul » (pas de candidat-e satisfaisant-e ou refus du processus) comme l'expression valide de mon acte citoyen. Je n'ai pas plus documenté ce thème mais à ce stade il me semble que **le vote blanc ou nul ou « ne participe pas au vote » tout en étant présent et ayant émergé, devrait être pris en compte.**

Sur ce thème, ayant vécu une trentaine d'années près de nos amis Suisses, je reste très réservé sur l'utilisation de l'acte référendaire (qui me semble par ailleurs menacer – sans de très fortes conditionnalités – les garanties fixées par l'État de droit ⁴), sauf à le cadrer – comme en Suisse d'ailleurs – dans de fortes contraintes quant aux champs, aux modalités d'accès et de résultats, et même dans ce cas, et malgré le contexte historique des cultures helvétiques décentralisées, seuls 30 à 40 % de la population (et cela n'invalide rien sinon les discours de ceux qui dangereusement critiquent nos règles républicaines au prétexte que les résultats ne sont obtenus qu'avec une partie des votants) participent en moyenne à ces « votations ».

Enfin une remarque qui me vient de loin, sur **les pratiques des espaces urbains, villes ou places de village** : il me semble qu'il faudrait multiplier les espaces de dialogue, physiques ou/et numériques, permettant de donner à toutes et à tous l'envie de débattre pour un avenir en commun durable. **Créer des agoras permanentes.**

–

[1] Je dis ici accepter les contraintes des synthèses nécessaires au niveau local, puis régional, puis national, de ce qui est et qui va être exprimé que ce soit sur le terrain des ronds-points, dans les cahiers ouverts dans les mairies, dans les débats locaux, sur les sites internet officiels ou non, dans les médias... Pour avoir participé et parfois organisé il y a longtemps ce type de travail collectif à plusieurs niveaux, j'en sais les difficultés et les biais sociologiques inévitables. **Je fais confiance** à toutes celles et tous ceux qui vont se mobiliser de bonne foi pour ce gigantesque travail d'analyse et de synthèse permettant *in fine* – car c'est là l'esprit de nos institutions républicaines selon moi – **à la représentation nationale et au président de la République** - c'est par un référendum que notre pays a mis en place la dualité de légitimité – **pour trancher dans la pluralité propositionnelle** qui ne manquera pas d'émerger du grand « remue-méninges » heureux qui justifie ce texte.

[2] J'aurais pu mettre en première ligne comme horizon d'attente conditionnant tout le reste, **les crises systémiques mondiales, climatiques, migratoires, économiques, sociales, qui nous attendent** (je serai sans doute mort, j'ai septante sept ans cette année) et qui risquent d'aggraver les risques de « déshumanisation » et de violences qui pointent déjà. Je veux dire par là que l'émergence de la révolte MGJ (Mouvement des Gilets Jaunes), avec ses lumières mais aussi avec ses ombres dans son irrationalité novatrice, dans son recyclage du **ressentiment violent sans inhibition, son anomie des réseaux sociaux comme outil performatif**, dans ses

contours sociaux surprenants (pour certains aspects dans leur mimétisme de rejet de l'autre « étranger », qu'il soit de classe, de couleur de peau ou de religion) me dit quelque chose de ce qui nous attend. J'invoque aussi ici ce qui est quasiment absent du débat MGJ : j'y entends **la remise en cause** du coût des élus, pas celle **des patrons et du système économique mondial** ; je n'entends rien sur les 1,4 milliards d'humains en emplois vulnérables, les 192 millions sans emploi, ni des 300 millions de travailleurs pauvres dans le monde – chiffres OIT rapport 2017.

[3] Invoquer le temps long des évolutions sociales n'est pas exonérer les acteurs récents et actuels de leurs responsabilités mais c'est, selon moi, permettre de prendre le recul nécessaire et d'invoquer des causalités possibles souterraines. Ainsi les mots de fractures sociales, de souffrances, de délaissés, d'oubliés... s'ils traduisent bien des réalités vécues par une partie de la population, me semblent instrumentalisés largement aujourd'hui (y compris dans le MGJ : un seul exemple, le 14 décembre 2018, à la télévision, Ingrid Levavasseur, MGJ de l'Eure, disait à propos des décisions du gouvernement d'augmentation SMIC +prime d'activité « Quid des salaires médians qui ne sont pas concernés par la hausse du SMIC ? ») par d'autres parties en « oubliant » largement ce qui s'est passé depuis trente ans. 1989 (chute du mur de Berlin et ses conséquences à l'Est) marque la fin d'une relation d'antagonisme maximal qui était militaire – la guerre froide – et idéologique – communisme contre capitalisme.

La période de 1989 à maintenant, c'est le piège de l'agonisme d'un monde prétendument commun garanti par l'économie, par l'individualisme abstrait, par les moyens de communication abolissant l'espace et le temps dans une course en **accélération constante entraînant un triple dérèglement de notre relation au monde** : du rapport de l'homme à son environnement non humain (crise écologique), de la relation au monde social (crise démocratique), du rapport subjectif à soi (crise psychologique) ». (Hartmut Rosa, « Résonance »). Nous sommes passés en trente ans **de « l'autonomie de l'individu citoyen** en tant que liberté assumée dans la soumission à des règles librement élaborées et acceptées, **à l'indépendance des individus** (consommateurs) et à l'anomie généralisée » (Dominique Schnapper, « De la démocratie en France »). D'autres facteurs certes seraient à prendre en compte pour ne pas trop se tromper de diagnostic et donc de traitement mais ces évolutions de fond me semblent fortes. Et je rajoute qu'au bout de ce « travail sociétal » de trente ans de sape, Emmanuel Macron candidat a réussi, en 2017, à dynamiter le système de représentation avec, peut-être, des malentendus qu'il paye au prix fort actuellement (provisoirement ?) comme président.

[4] Modeste rappel pour celle et ceux qui développent parfois des postures publiques fausses et dangereuses sur ce thème : depuis la constitution de 1958 (validée par un référendum qu'elle établissait), **le référendum existe comme procédure chez nous** — avec des garanties suffisamment fortes me semble t-il — et a été utilisé après 1958, 9 fois, de 1961 à 2005, et pas depuis ; j'ai voté 6 fois sur neuf je crois (ni en 1961 ni en 1962 les deux fois, je n'avais pas 21 ans, l'âge légal n'est passé à 18 ans qu'en 1974) et sur les 9 votations référendaires, 7 ont approuvé les propositions faites et 2 seulement les ont rejeté : en 1969 sur la régionalisation et la réforme du Sénat, en 2005 sur la constitution pour l'Europe.

[Prénom NOM] [Signature] de Châtelailon

[Manuscrit] : Merci d'avoir ouvert ces cahiers. Bon courage pour la synthèse.

13 janvier 2019

Version 2 corrigée de quelques erreurs ou expressions initiales transmises inadéquates ou insuffisantes.

D09. Manuscrit, 7 lignes, 74 mots (même personne que A11 et B10)

Pour des petits gestes citoyens : des fumeurs qui jettent leurs mégots, les propriétaires de chien qui ne ramassent pas les crottes, les baigneurs ou promeneurs qui jettent sur la chaussée ou la plage. Sanctionner, par le moyen de caméras qui devaient être installées sur Châtel par exemple et qui ne l'ont pas été.

Tout cela coûte cher à la communauté. Dans d'autres pays, tout cela est mieux réprimé. [Prénom Nom] Châtelailon.

Je possède un chien.

D10. Dactylographié, 28 lignes, 325 mots (homme, même que A12 et C13)

Thème : Transition énergétique

Les objectifs qu'il faudrait atteindre :

Réduire les émissions de gaz à effet de serre :

(Vœu pieu : loi 2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte), diviser donc par 4 d'ici 2050 par rapport à 1990.

Réduire la consommation énergétique :

Diviser par 2 d'ici 2050 par rapport au niveau de 2012. Cet objectif ne pourra être atteint que s'il y a une prise conscience individuelle et citoyenne de tous...

Réduire la consommation énergétique primaire d'énergies fossiles :

Cela passe par un effort de tous, citoyen, pouvoir public. Pour cela il faudrait :

Développer les transports en commun (lignes de trains, TER, bus...), notamment dans (es zones rurales ou les habitants sont lourdement pénalisés pour se rendre sur leur lieu de travail.

Développer de façon significative la voiture et transport en commun propre (hybride, électrique).

Lancer un programme pour mettre en place le ferroutage, de façon à limiter les poids lourds sur les grands axes voire plus petites routes. Réaménager les voies navigables pour le transport de marchandises lourdes.

Enfin, il n'est besoin de prendre sa voiture pour aller chercher sa baguette de pain à 5 min. à pied ... (sauf problème de santé...).

Améliorer les performances énergétiques dans la construction des bâtiments, de l'habitat individuel.

Augmenter la part des énergies renouvelables :

« Mais non polluantes », éolien, panneaux photovoltaïques, géothermie, barrages eaux fluviales ET marée.

Porter la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2030.

Lutter contre la précarité énergétique :

Conforter l'accès à l'électricité, l'eau, le gaz, Internet qui sont des droits basiques pour tous les citoyens, sans coût excessif pour les plus démunis.

Réduire notre production de déchets (plastique, métaux, verre). Une loi devrait être votée par les parlementaires pour obliger les industriels dans les domaines de l'alimentation, du textile, du cosmétique, hygiène, santé, matériel de bricolage/outillage, etc., à limiter les suremballages et les conditionnements abusifs et inutiles.

[Prénom Nom] [Signature]

D11. Manuscrit, 4 lignes, 28 mots

- Pour un respect véritable de la condition animale :

- conditions d'élevage en batterie,
- abattage.

- INTERDICTION de la CHASSE à COURRE et des "chasses présidentielles".

D12. Manuscrit, 25 lignes, 188 mots (homme, même que B16)

Il faut tuer le moteur diesel. Depuis plusieurs années, c'est le mot d'ordre. Le gouvernement va dans cette voie, en augmentant à marche forcée le coût du gasoil. Ce qui d'ailleurs a contribué à déclencher le mouvement des Gilets jaunes.

La disparition du diesel est en bonne voie, alors que notre pays fabrique les moteurs diesel les plus performants au monde et que le rejet des particules fines des moteurs dernière génération a considérablement diminué.

Le moteur diesel ayant un rendement plus élevé que le moteur à essence, on s'aperçoit que le moteur à essence, consomme 1,5 à 2 l de carburant de plus aux 100 km. Nos dirigeants ne le savaient-ils pas ? C'est désolant. Résultat, le moteur à essence émet beaucoup plus de gaz à effet de serre que le moteur diesel.

La voiture électrique

Présentée comme panacée. Pourtant son bilan carbone est très négatif non pas lorsqu'elle roule mais pendant sa fabrication. Ceci à cause de la fabrication de ses batteries qui demandent d'extraction de métaux rares.

La voiture électrique n'est pas l'avenir. L'avenir, c'est la voiture à hydrogène dont il faudrait accélérer le développement.

[Prénom Nom] [Signature]

D13. Manuscrit, 17 lignes, 108 mots (homme, même que A18, B18 et C22)

[Prénom Nom]

1. Le financement de la transition écologique devrait se faire par la TAXE (TVA), qu'elle soit égale à l'ensemble de citoyens.
2. Plus d'information au sujet des aides (chauffage et voiture électrique).
3. Les solutions ne peuvent que passer par des aides.
4. Surtout ne pas pénaliser les producteurs français en imposant des règles insurmontables financièrement.
5. Pour ce qui est des pesticides, investir dans la recherche afin de disposer de produits sans danger pour l'homme, et qui sont nécessaires pour l'agriculture.
6. Pour se déplacer : favoriser les transports en commun par la gratuité, et aussi par Blablacar qui est une solution parfaite pour les longs déplacements.

[Signature]

D14. Manuscrit, 5 lignes, 40 mots (homme, même que A19, B20 et C24)

[Prénom Nom] Châtelaiillon

5 - Accélérer la transition environnementale :

- Conserver le nucléaire tant que les énergies renouvelables ne sont pas opérationnelles.
- Augmenter les crédits-recherche pour les énergies renouvelables.
- Faire de la lutte contre le réchauffement climatique la priorité nationale n°1.

[FIN]